

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

CAMPAGNE EUROPEENNE

Les quatre grands partis remboursés au triple de leurs frais ?

La démocratie en question

La leçon de démocratie que prétend donner le pouvoir à l'occasion des élections du 10 juin tombe vraiment mal. L'affaire du remboursement des frais des imprimés électoraux au triple de leur montant réel, remboursement dont les seuls quatre grands partis parlementaires bénéficieront, montre que la démocratie c'est la démocratie pour les plus forts, pour ceux qui font la loi.

Bien d'autres faits s'ajoutent quotidiennement au scandale du remboursement. Qu'il s'agisse de l'occupation presque permanente de la télévision et de la radio par Veil, Chirac, Marchais, Mitterrand et ce particulièrement en période électorale, qu'il s'agisse des colonnes de la grande presse qui retransmettent leur moindre déclaration, leur moindre mot, les dirigeants des quatre grands partis sont partout, font la une, viennent nous relancer constamment afin d'avoir nos voix. Que ce soit le 10 juin ou pour toute élection le scénario est le même.

Quant aux petites listes qui comme les écologistes par exemple reflètent des aspirations populaires, elles ont droit à quelques minutes à la télévision, à la radio, à quelques maigres lignes dans la presse. Devant supporter des frais de participation énormes à l'élection du 10 juin, elles ne seront pas remboursées même d'un centime. Pour elle se présenter aux élections est de plus en plus ruineux.

Notre parti, le PCML, n'a pu présenter de liste à ces élections faute d'assez d'argent. Sa presse ne doit de vivre que grâce au secours diligent de ses lecteurs. Pour lui le passage sur les antennes de télévision, de la radio reste un événement rare et exceptionnel. Pourtant notre parti a des choses à dire aux travailleurs français et immigrés, sur leur situation, sur la situation internationale. Il a des propositions de réflexion, d'action à leur faire. Mais nos faibles moyens nous interdisent de nous faire entendre largement.

La bourgeoisie fait en effet le tri par l'argent et ceux qui n'en n'ont pas sont réduits au silence ou presque. Le droit d'expression est ainsi tout - naturellement - limité. Avec la crise, ce droit d'une presse indépendante, le droit d'afficher va encore subir les attaques du pouvoir qui se propose aussi de restreindre le droit de grève.

Voilà de quoi est faite la démocratie bourgeoise.

Qu'il nous soit permis une nouvelle fois de faire un appel pressant à nos lecteurs pour que notre presse vive et s'améliore, pour que le quotidien puisse jouer son rôle dans les combats à venir.

Nous ne pouvons, en effet, compter que sur la fidélité et le dévouement de nos lecteurs et sur nous-mêmes.

H.M.



Le PSU vient de révéler que les quatre grands partis se présentant aux élections européennes seraient remboursés au triple de leurs frais. Un scandale, alors que de nombreuses organisations, dont le PCML, n'ont pu se présenter aux élections européennes, vu la loi qui oblige les organisations faisant moins de 5% des voix à prendre en charge leurs frais. Ci-dessus. Au début de la campagne, la liste Europe Ecologie proteste contre cette loi.

Voir page 3

CAEN-BLAINVILLE

A la Saviem en grève

Précédée par de nombreux débrayages et par un long mouvement de grève dans une annexe employant quatre-vingts personnes, la grève est maintenant complète à la Saviem-Caen où près de sept mille personnes sont employées à la production de poids lourds. L'usine est paralysée depuis une semaine.

AUGMENTATION uniforme (350 F pour tous), réduction du temps de travail, refus de la dégradation

des conditions de travail (les effectifs étant réduits du fait de la non embauche et des départs « volontaires », suscités par la direction à l'aide d'une prime de départ, comme à Berliet, les responsables de l'usine se proposent de faire travailler certains ouvriers sur deux machines au lieu d'une...) : telles sont les principales revendications.

Ce mardi, au piquet de grève (dont le tribunal, vendredi, en référé n'a pas ordonné la levée, il a demandé par contre l'ouverture des portes), les quelque dizaines de travailleurs qui sont restés après l'assem-

blée générale du matin — où ils étaient plus de deux cents — attendent, sans illusion, les résultats de la discussion engagée à 10 heures avec la direction : pas à l'usine (en période de grève, la direction ne s'y sent pas à l'aise) mais dans un hôtel.

Sur un brasero, on prépare des sandwiches merguez ou côtes de porc, on boit une bière en discutant. Chacun s'attend bien à ce que les choses ne soient pas faciles. Mais on a confiance. Il y a une bonne unité syndicale, dit un délégué CFDT. On parle de 1968 (la Saviem-Caen avait été l'une des

toutes premières à démarrer). On parle aussi de 1974, le dernier grand mouvement dans l'usine.

On parle sidérurgie. Il y a la SMN (on aperçoit les fumées des hauts fourneaux) où la classe ouvrière est différente, plus groupée (« A la SMN, ils vont au boulot en vélo ; ici, ça draine la région jusqu'à 70 km »). On parle des difficultés, des perspectives, de la popularisation, de la solidarité, des manœuvres, violentes ou non, possibles du côté de la direction.

On s'installe dans la lutte. G. C.

GUILLOUARD-NANTES

Les suites de la grève des mains coupées

A Guillaouard, suite à la grève, la direction entame une procédure de licenciement contre deux militants CGT et CFDT. Le jeudi 7 juin, jour où le comité d'entreprise examinera les licenciements, une manifestation de tous les métallurgistes nantais aura lieu. Ils se rendront devant l'usine.

Voir interview en page 8

PCRML-PCML

Déclaration commune sur les élections européennes

Voir page 4

Jean-Paul II en Pologne

« Pas d'Europe juste sans indépendance de la Pologne »

JEAN-PAUL II en Pologne. La première visite d'un pape dans ce pays depuis 1945. A tous points de vue, c'est un événement, attendu avec ferveur par des millions et des millions de croyants en Pologne et redouté des autorités qui ne pouvaient guère y échapper mais qui savent la force de l'Eglise dans leur pays.

Des centaines de milliers de gens ont été accueillis par Jean-Paul II à son arrivée et aux différentes étapes de son voyage. Et le pape a tenu des propos qui ont dû mettre chaud au cœur de bien des gens et en faire frémir d'autres : « On ne peut édifier la paix et le rapprochement entre les peuples que sur le principe du respect des droits objectifs de la nation, tels que le droit à l'existence, à la liberté, à être sujet social et politique, le droit de créer sa propre culture et civi-

lisation ». Il a aussi déclaré : « Il ne peut y avoir d'Europe juste sans l'indépendance de la Pologne ».

Il a ainsi exprimé tout haut ce que beaucoup pensent tout bas dans ce pays où la haine de l'URSS est puissante.

UN CONTEXTE DE CRISE

La visite du pape a lieu dans le contexte de la grave crise économique, sociale et idéologique que traverse la Pologne.

Le dissident, Adam Michnik, membre du Comité d'autodéfense sociale (KOR), a publié une déclaration dans laquelle il dit : « A la veille de la visite du pape, la conscience de la crise est générale... C'est une crise du système de l'exercice du pouvoir... La signification de la visite du pape peut être énorme et durable. Elle renforcera les forces et le courage des gens. Elle contribuera à ce que les Polonais se sentent moins isolés et plus solidaires dans leur lutte. Et il n'y a rien dont ce peuple a plus besoin actuellement ».

J. S.

Pologne : une situation de crise

LA crise en Pologne est telle que l'on s'attend à de nouveaux troubles sociaux analogues à ceux qui, en 1970, avaient entraîné la chute de Gomulka, le maître de la Pologne depuis 1956. Son successeur, Gierk, s'est avéré incapable de réaliser tout ce qu'il avait promis en 1970 : la situation économique et sociale est pire qu'elle ne l'a jamais été.

La crise économique — due entre autres aux relations inégales avec l'URSS — se traduit par un endettement croissant : 80 milliards de francs en 1978.

Pour les travailleurs, cela se traduit par une baisse des salaires réels de 2,6 % — alors que le coût de la vie a augmenté de 7,8 %. Et chacun sait les longues heures de queue interminables que les ménagères doivent faire pour avoir le moindre bout de viande.

Et maintenant, les travailleurs ne se laissent plus faire. Depuis 1970, les ouvriers, les paysans et les étudiants sont tour à tour entrés dans la lutte, pour des conditions de vie décentes et contre la répression.

Elections législatives en Italie

Le « compromis historique » coûte cher au PCI

UN parti communiste qui perd plus de 10 % de ses électeurs, une démocratie chrétienne qui stagne avec moins 0,6 % et, surtout, un record d'abstentions, c'est la sanction que les électeurs italiens viennent d'infliger à plusieurs années de « Compromis historique ».

Les dernières élections législatives, en juin 1976, avaient consacré la suprématie des deux grands partis, la Démocratie chrétienne avec 38,7 % des voix et le PCI avec 34,4 %.

Depuis ces élections, beaucoup de choses se sont passées en Italie. Celles dont on parle : le terrorisme avec les Brigades rouges et l'enlèvement d'Aldo Moro, le « Compromis historique », soutien ouvert du PCI à la politique la plus réaction-

naire des démocrates chrétiens dans l'espoir de rentrer un jour avec eux au gouvernement.

Celles dont on ne parle pas aussi : le chômage, qui, en quatre ans, s'est accru de 40 %, la hausse des prix qui dépasse régulièrement 12 % par an, Naples où les bébés meurent par dizaines d'un « mal mystérieux », comme au Moyen Age. On vit en moyenne à cinq dans une pièce à Naples et le taux de chômage y bat tous les records. Le mal mystérieux qui a tué soixante-dix bébés en quelques mois s'appelle misère et sous-alimentation.

Face à tout cela, pendant trois ans, le PCI, tout comme d'ailleurs les syndicats, a appelé les travailleurs à « retrousser leurs manches ». Se prononçant pour une « austérité rigoureuse », Berlinguer n'hésitait pas à

dire, en mars dernier, que « les masses ouvrières devaient assurer elles-mêmes la lourde responsabilité de trouver une solution aux problèmes du pays ». Inutile de dire que cette austérité à laquelle appelait Berlinguer ne s'est appliquée qu'aux travailleurs. C'est un fait d'ailleurs que, sous l'influence du PCI et des syndicats, elle a relativement été acceptée.

Cela a d'ailleurs permis aux capitalistes italiens de reprendre du poil de la bête en jouant à fond la restructuration et l'abaissement des coûts de production. Les bébés meurent de misère à Naples mais la lire se porte bien. C'est ça le résultat du compromis historique.

C'est assurément la sanction de cette politique de trahison que traduit le très net recul du PCI. Perdant 3,5 % des voix totales, c'est-à-dire 10 % de ses propres voix de 1976, il atteint tout juste 30 % alors que la Démocratie chrétienne passe de 38,7 % à 38,1 %. Le PSI, pour sa part, gagne 10 %. Ce sont les petits partis, comme le Parti radical, une sorte de PSU local, qui gagne quelques points. Aucun changement important ne devrait cependant intervenir puisqu'aucune coalition ne peut toujours exister sans le soutien des deux grands partis.

Avec le recul du PCI, ce que l'on retiendra également de ces élections, c'est le taux exceptionnel d'abstentions, 10 %, c'est le record absolu depuis 1947 dans ce pays où les élections sont obligatoires et où l'abstention prend une nette signification politique de refus des élections et des partis traditionnels.

Serge FOREST.

Parue dans *Le Monde*

Interview de Ieng Sary, ministre du gouvernement cambodgien dans le maquis



Des combattants cambodgiens dans le maquis.

Ieng Sary, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du gouvernement cambodgien, qui a pris le maquis en janvier pour résister à l'invasion vietnamienne, a accordé une interview au correspondant du *Monde* à Colombo.

A PROPOS des alliances avec d'autres forces politiques, Ieng Sary a dit : « Nous ne tenons plus compte du passé ni des tendances politiques. La priorité est à la lutte contre le Vietnam. Le Parti communiste est prêt à s'effacer. Nous sommes prêts à tout pour l'efficacité de la lutte nationale ». Il ajoute que son gouvernement « considère toujours le prince Sihanouk comme une personnalité patriotique (...) Le rôle du prince dépend de lui. S'il croit vraiment que le peuple est la force principale pour la lutte contre l'envahisseur, nous pensons que notre peuple aura confiance en lui et lui accordera peut-être l'honneur d'être à sa tête ».

UNIR TOUTES LES FORCES CONTRE LE VIETNAM

Pour expliquer l'isolement du prince après 1975, Ieng Sary affirme que sa vie était menacée par des agents des Vietnamiens au sein même de l'équipe dirigeante. Il cite comme exemple So Phim, ancien vice-président, impliqué dans la tentative de coup d'Etat pro-vietnamien de mai 1978. Puis, il donne la posi-

tion de son gouvernement pour l'avenir du Cambodge : « 1) Que toutes les forces nationales doivent s'unir contre le Vietnam ; 2) Que le Cambodge (débarassé du joug de Hanoi) sera indépendant, uni, non-aligné et pacifique ; 3) Que le régime intérieur sera défini au terme d'élections supervisées par le secrétaire général des Nations Unies. Nous acceptons un régime d'économie mixte et l'existence d'une bourgeoisie. C'est notre point de vue actuel. Nous commençons à l'appliquer ».

Parlant du régime pro-vietnamien mis en place à Phnom-Penh depuis janvier, il dit : « On ne peut pas accepter de légaliser à travers eux la présence des Vietnamiens. C'est une question de vie ou de mort (...) ».

Sur la possibilité de négociations, la réponse est pessimiste pour l'immédiat : « Sihanouk a soulevé ce problème. Le Vietnam et l'URSS l'ont rejeté. Il faudra peut-être un certain temps, que le Vietnam ait de plus en plus de difficultés sur le terrain. Après, peut-être. Nous sommes prêts à tout ».

Parlant de la résistance, il dit : « Il nous reste des forces armées, une administration et un soutien populaire suffisant. Les condi-

tions de vie sont difficiles mais la population cultive, produit et elle nous aide. » Début avril, « des gens sont allés vers Heng Samrin et les Vietnamiens, attirés par leur programme ». Mais « les conditions de vie ne se sont pas améliorées. Les gens ont une boîte de riz pour dix personnes. Il y a des soulèvements populaires contre les Vietnamiens (...) Nous considérons la population des zones sous contrôle provisoire de l'ennemi comme notre population et non pas comme une population ennemie, et nous le lui avons fait savoir. »

A PROPOS DES TUERIES

Enfin, répondant aux questions sur les crimes attribués à son gouvernement entre 1975 et 1978, il dit : « Nous reconnaissons les excès. Ils ne viennent pas de la direction. Ce sont des excès dus à la base et au noyautage vietnamien. Nous ne rejetons pas nos responsabilités dans les tueries, mais notre part est minime. C'est vrai, notre révolution est radicale, mais nous avons pesé le pour et le contre, pour les transferts de population, pour la suppression de la monnaie, etc. La nécessité (en 1975) était de stabiliser le pays. Nous prévoyions déjà la guerre avec le Vietnam. Les Vietnamiens se servent de cette propagande pour cacher leurs propres crimes chez eux et chez nous. »

Manifestation antinucléaire en Espagne

Une jeune femme assassinée par la garde civile

LE week-end dernier, des écologistes se rassemblaient dans plusieurs pays pour lutter contre l'implantation de centrales nucléaires. En Espagne, une manifestation était prévue à Tudela, dans la province de Navarre, au Pays Basque. Dès le samedi, la garde civile avait quadrillé la ville pour empêcher les milliers de manifestants de pénétrer dans le centre-ville. Seules quelques centaines y étaient présentes et organisaient un sit-in. C'est alors que la garde civile a tiré, assassinant une jeune femme de 23 ans.

Lundi, des barricades se sont élevées dans la ville et des affrontements violents ont opposé les manifestants et la police. Un mot d'ordre de grève générale, lancé aussitôt par la municipalité, a été repris par les syndicats. Une grève générale a paralysé, mardi, toutes les provinces basques.

CARTER - FRANÇOIS-PONCET

Un petit quart d'heure d'humiliation

UN quart d'heure d'entretien, c'est tout ce que le président américain, Carter, a daigné accorder à Jean-François Poncet, le ministre français des affaires étrangères. Un petit quart d'heure pour lui dire que le gouvernement américain n'avait pas du tout l'intention de renoncer à subventionner l'achat de fuel vers les USA.

Cette subvention (de cinq dollars par baril) n'est pas du tout du goût des pays européens et du Japon qui, eux, ne peuvent pas se permettre une telle mesure. Elle a pour objectif de drainer vers les USA une plus grande partie de la production

mondiale, au détriment des autres pays, en particulier des pays européens.

Dans cette affaire, les USA prennent les autres de haut, avec un superbe égoïsme, quitte à y mettre le prix : ce qu'ils veulent, c'est toujours plus de pétrole et d'ailleurs, la planche à dollars, c'est eux qui la possèdent...

A cette décision de « grande puissance », sur le plan économique, s'est ajoutée l'humiliation délibérée infligée au ministre français des affaires étrangères.

Face à cette attitude de mépris, quelle sera la position de la France ?

Il est clair que seule, elle ne peut pas grand chose face à la puissance écono-

mique et politique américaine.

Par contre, une position unifiée de l'Europe et du Japon, tous concernés au même titre, aurait certainement plus de poids. Sans oublier les bonnes relations que la France a conservé avec les pays arabes, dont plusieurs sont membres de l'OPEP.

La politique du diktat aura-t-elle le dernier mot, ou bien la communauté d'intérêts (politiques et économiques) entre pays européens et pays du tiers monde saura-t-elle s'imposer ?

On en saura davantage dans les prochains jours avec la réunion à Tokyo des pays industrialisés.

C.L.

CAMPAGNE ELECTORALE

Les quatre grands partis remboursés au triple de leurs frais

LE PSU vient de révéler ce qu'il faut bien appeler un scandale financier dont la campagne des élections européennes est le cadre et dont les bénéficiaires sont les partis qui auront plus de 5 % des suffrages le 10 juin. Il s'agit essentiellement des quatre grands partis.

L'affaire est simple, le gouvernement va rembourser les imprimés électoraux de l'UDF, du RPR, du PCF et du PS. Là où elle prend des allures de scandales c'est que par ordonnance

du 16 mai dernier, le remboursement effectué par l'Etat des frais d'imprimés électoraux de ces partis sera trois fois plus élevé que le montant réel des frais. Il faut y ajouter le remboursement des frais de collage dont les tarifs sont très élevés. Ces remboursements auront pour conséquence de faire passer dans la poche des quatre grands partis près de 500 millions de centimes. Alors que la participation à des élections ruine presque les petits partis, les gros en retirent donc de substantiels profits et c'est le contribuable qui finance.

Ces sommes seront attribuées aux imprimeurs de ces partis en fonction de la facture qu'ils présenteront. Or, il est évident que les imprimeurs en période électorale ne ratent pas la possibilité qui leur est offerte de faire de bonnes affaires et qu'ils ne pratiquent pas des prix de solde bien au contraire. Ils savent que l'Etat finance et ne se gênent donc pas pour élever leurs tarifs. Les partis concernés n'ont plus qu'à se mettre d'accord avec eux pour récupérer les millions du remboursement généreusement offert par l'Etat. Pour le PCF, ce sera facile puisqu'il

Les jeunes d'Ajaccio ne veulent plus des CRS

DES très graves incidents ont opposé durant le week-end de Pentecôte des jeunes d'Ajaccio aux CRS. Tout commence samedi quand les CRS provoquent des jeunes à la sortie d'un cinéma. Les CRS reçoivent immédiatement la réplique de la part des jeunes. Pour se venger, un commando de CRS attaque le lendemain les clients du café « La Corsicada », les brutalisant, saccageant l'établissement.

A la suite de cette agression, une centaine de

jeunes s'attaquent dans la nuit à la compagnie de CRS cantonnée dans un hôtel en plein centre de la ville. Les affrontements durent toute la nuit. Des coups de feu sont même tirés par certains manifestants. Le préfet fait ensuite intervenir des renforts de gardes mobiles pour soutenir les CRS mal en point. L'affrontement a duré toute la nuit et s'est poursuivi les nuits suivantes.

De moins en moins, les jeunes d'Ajaccio supportent les incessants contrôles d'identité dont ils sont l'objet. Les CRS multiplient,

en effet, les rondes, particulièrement la nuit, mettant la ville dans une sorte d'état de siège. Il ne fait pas de doute que ce quadrillage policier reflète la peur du pouvoir à quelques jours du procès de vingt-et-un patriotes corses à Paris le 14 juin.

Un meeting de soutien aux emprisonnés aura lieu vendredi 8 juin à 19 heures dans la grande salle de la Mutualité (rue Saint-Victor, métro Maubert-Mutualité). L'excellent groupe « Canta U Populu Corsu » animera la soirée culturelle.

Le tableau établi par le PSU Publié par Libération

	PRIX ACTUELS DE MARCHÉ	MONTANT DE LA FACTURATION ACCEPTÉE PAR LE MINISTÈRE
38.000.000 d'exemplaires de la circulaire « profession de foi » 21x29,7 - R° et V° - papier 56 gr	650.000	1.979.000
90.000.000 d'exemplaires du bulletin de vote - 21x29,7 R° et V° - papier 56 gr	1.510.000	4.683.000
300.000 affiches 60x84 2 couleurs - papier 64 gr	110.000	270.000
300.000 affichettes 30x42 2 couleurs - papier 64 gr	30.000	90.000
TOTAL	2.300.000	7.022.000

A ce scandale, s'ajoute le privilège toujours réservé aux quatre listes assueses de dépasser les 5 % de faire apposer par une société spécialisée leurs affiches et affichettes sur les panneaux officiels municipaux. Le remboursement de ces « frais de collage » est assuré par le ministère de l'Intérieur sur les bases suivantes :

300.000 affiches « grand modèle » à 5,70 F pièce	1.710.000
300.000 affichettes « réunion » à 2,80 F pièce	840.000
TOTAL	2.550.000

Une belle affaire, bien payée, pour la société d'affichage à laquelle la liste confie ce travail et qui doit pouvoir dans la foulée, se montrer généreuse pour les « affichages libres » massifs et les grands emplacements réservés.

PRECISIONS. Tous ces chiffres sont établis à partir de documents officiels. Les 90 millions de bulletins de vote, par exemple, qui creusent la plus juteuse différence, correspondent aux 38 millions de bulletins envoyés à domicile à chaque électeur, à côté de la profession de foi, les 38 autres millions qui sont mis à disposition des bureaux de vote et une marge supplémentaire de 20 % de bulletins envoyés aux préfectures « au cas où... » et qui ne servent jamais à rien. Cette énorme masse de bulletins (la moitié suffirait amplement pour chaque liste, y compris les plus grosses !) est artificiellement retenue pour justifier une coquette facture d'impression... Les 300 000 affiches et affichettes correspondent aux deux exemplaires de chaque apposées sur les 150 000 panneaux électoraux répartis dans toute la France.

LYON

Grève suivie à 90% chez Calor

Le groupe presse de Lyon

LES travailleurs et travailleuses de Calor sont en grève depuis le 17 mai pour des revendications de salaire et de meilleures conditions de travail. Commencée à Corbas, (là en plus les immigrés demandent une semaine de congés sans solde), la grève s'est étendue à Lyon depuis le 21 mai où elle est suivie à 90 %, puis à toutes les filiales.

c'est que la grève est poursuivie à 90 % à Lyon. La direction ne veut pas négocier avant le 13 juin. Aussi, pour soutenir cette lutte, la solidarité financière est développée : Paris-Rhône,

Vidéocolor, etc. ainsi que chez les commerçants du quartier.

La conscience de la lutte est bien entrée dans les têtes. Gageons qu'elle mènera à une victoire.

IMPLANTATION DE CALOR

Lyon : 1 500 salariés
 Corbas : 400 salariés (près de Lyon).
 Villefranche-sur-Saône : 630 employés près de Lyon
 Pont-Evêque : 550 employés (près de Lyon).
 St-Jean-de-Bourgeay : 550 employés (près de Lyon).
 St-Priest : 550 employés (près de Lyon).
 Dompièrre : 200 employés (Jura).
 St-Etienne : 67 employés (Loire).

Un succès de la guérilla érythréenne

LES forces armées populaires érythréennes ont attaqué le 28 mai dernier une brigade éthiopienne dans la ville de Dekemhare, à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale érythréenne Asmara, annonce aujourd'hui le bureau de Paris du Front populaire de libération de l'Erythrée. Contraintes à quitter la ville après de très sérieuses pertes, les troupes éthiopiennes ont laissé une centaine d'hommes sur le terrain ainsi qu'un important stock de matériel militaire, sanitaire et de transport. Les forces érythréennes se sont retirées après avoir saisi ce matériel et exécuté les principaux fonctionnaires du régime colonial soutenus par Moscou.

Cette attaque, la seconde de ce type en moins de quinze jours, traduit un nouveau passage à l'offensive des forces populaires érythréennes après une période difficile, ces derniers mois, due à l'engagement massif de troupes soviétiques aux côtés des Ethiopiens.

Et la preuve aujourd'hui,

L'attentat de la cafeteria 47 à Madrid

Les fascistes en accusation

D'APRES une information parue dans le grand journal espagnol *Diario 16*, l'attentat qui a fait huit morts et une cinquantaine de blessés la semaine dernière à la cafétéria California 47 serait l'œuvre d'une organisation néo-fasciste « le Front de la jeunesse ». L'auteur en aurait d'ailleurs été identifié par la police. Le journal note de plus que les dirigeants d'extrême-droite qui fréquentent régulièrement ce café en étaient exceptionnellement absents ce jour-là et que même les vendeurs d'insignes nazis de *Fuerza Nueva* qui chaque samedi installent leur étal sur le trottoir situé en face avaient eux aussi mystérieusement « oublié » de venir.

dispose de sa propre imprimerie.

Cette subvention s'ajoute à celle, non négligeable, que les organismes européens ont distribué aux partis représentés à l'ancienne assemblée européenne qui sont les quatre mêmes.

Ces dispositions n'ont pas suscité la moindre protestation des partis qui bénéficient d'une telle générosité. Certains pourtant se prétendent les champions de la démocratie. Quant aux petites listes, elles auront, elles, à supporter l'ensemble de leurs frais et ne recevant pas un centime de remboursement.

H.M.

POLITIQUE ET SOCIAL

Rencontre avec le comité de Nanterre pour la libération des inculpés du 23 mars et du 1er Mai

Au cœur des problèmes : amnistie des inculpés ? Mobilisation ?

Propos recueillis par Nathalie Villotiers.

La mobilisation pour la libération de tous les inculpés du 23 mars et du 1er Mai se maintient, progresse dans quelques coins. La sensibilisation aux procès-truqués, aux provocations policières se fraie un chemin dans l'opinion, malgré le peu d'échos qu'en fait la presse bourgeoise (et pour cause). Nous avons rencontré les membres du Comité de Nanterre (région parisienne) pour la libération de Philippe Duval et des autres inculpés du 23 mars et du 1er Mai.

La période des examens ne permet pas une mobilisation exceptionnelle en milieu étudiant. Le lycée Paul Valéry, lycée de Gilles Desraisses,

connait le même cas de figure, la mobilisation sous forme d'action dure : grève, occupation s'estompe.

Cependant, rien n'est perdu. La proposition du PS de faire voter au Parlement l'amnistie des inculpés a soulevé une discussion particulièrement nourrie au sein du comité : l'éparpillement des initiatives ne permet pas de concentrer la riposte mais un minimum d'accord peut être envisagé entre les comités, les structures syndicales comme le soulignait un intervenant.

Enfin, le comité prépare les six heures contre la répression organisées par le Comité national contre les inculpations du 23 mars et du 1er Mai.

Et l'amnistie ?

« A quoi ça sert l'amnistie ? A blanchir. Mais ils resteront toujours des casseurs », même s'il y a cassation.

« Une question est posée que le PS demande l'amnistie de tous les inculpés ».

« Oui, des trente-deux emprisonnés ».

« L'amnistie, c'est une solution pour les copains en toile, mais politiquement ça serait un échec qu'il y ait seulement amnistie car elle ne remet pas en cause la loi anti-casseurs, par exem-

ple, ni les procédures de flagrants délits ».

« Par ailleurs, ce qu'il faut souligner, c'est que même pour qu'il y ait amnistie, il faut un fort mouvement de masse pour pousser une majorité de députés à la voter au Parlement : tous les députés de gauche apparemment, le PCF ne la votera pas mais aussi une bonne partie des députés de droite ».

« Il ne faut pas se limiter à la procédure d'amnistie mais penser aussi au

procès en cassation ou en révision. Ainsi, Pierre Legall a porté son procès en cassation. Pour Philippe Duval, on ne sait pas si c'est encore possible. Mais ce qui est à retenir dans le processus de cassation, c'est qu'il est purement formel et qu'il ne permettra pas une remise en question du fond des inculpations. Gilles Desraisses, lui, porte son procès en révision pour faits nouveaux après les fameuses déclarations du commissaire Kayser ».

« Moi, j'ai l'espoir, je suis peut-être très optimiste : Philippe, on le reverra en septembre et il aura bénéficié d'une remise de peine. Mais si lui et les autres bénéficiaient de remises de peine, distribuées au goutte à goutte, ce qui est sûr, c'est que les trois Egyptiens qui ont été inculpés le 23 mars pour vol de vêtements, eux, vont rester en prison ».

La procédure d'amnistie conduirait forcément à reconnaître le chef d'inculpa-

tion des accusés du 23 mars et du 1er mai comme « casseurs ». Par ailleurs, n'est-il pas illusoire de penser qu'il soit possible d'obtenir la libération des inculpés sans développer un fort mouvement de masse. Et ce mouvement, ne doit-il pas alors dénoncer l'opération orchestrée par le gouvernement. N'entre-t-il pas dans le cadre de la campagne sur les libertés démocratiques, sur le droit syndical, sur le droit de manifestation, sur les procédures de flagrant délit, sur l'abrogation de la loi anti-casseurs.

Réclamer uniquement l'amnistie, c'est admettre que ces inculpés ont effectivement commis des actes condamnables, qu'ils ont enfreint la loi et cela nous ne le tolérons pas. C'est admettre que la lutte pour l'abrogation de la loi anti-casseur, contre les flagrants délits et, d'une manière générale, contre la politique de répression du gouvernement, cesse. Et ceci aussi, nous le rejetons.

Mobilisation éparpillée, oui, mais n'existe-t-il pas un minimum d'accord ?

LA manifestation du 23 mars était une manifestation appelée par la CGT, des arrestations ont eu lieu des inculpations se sont opérées, mais la mobilisation s'est faite en dehors des organisations syndicales. Un meeting intersyndical s'est tenu. La CFDT a appelé seule à une manifestation. Des initiatives sont prises, mais en ordre dispersé. A Paris, la mobilisation se fait en pointillé. Par contre, à Longwy, c'est une réponse de masse immédiate et spontanée qui a empêché l'inculpation des sidérurgistes, du cheminot et du journaliste.

au point mort. Les divisions ne sont pas si profondes. Effectivement, je trouve que le mot d'ordre : « Libérez les innocents du 23 mars » a quelque coloration de morale.

La CGT a pourtant défendu dès le début Roger Marin, manutentionnaire de Longwy, qui a reconnu avoir jeté des pierres, donc elle a dès le début, défendu des inculpés qui « n'étaient pas si innocents que ça », « enfin, malgré les réserves que j'émetts, ce slogan suppose au moins une chose, c'est le truquage des procès, et c'est une bonne chose. Il constitue donc un minimum d'accord pour une mobilisation large : dénonciation du truquage des procès, libération des inculpés. »

Le comité de Nanterre doit-il disparaître ?

« Il faut que le comité demeure jusqu'aux vacances, qu'il soit partie prenante de toutes les actions. Les dates d'appel sont déjà des jalons dans notre mobilisation, dans la popularisation qu'on doit faire autour de ces inculpations. »

« Moi aussi, je pense que le comité doit continuer à vivre, qu'il doit poursuivre ses contacts avec les lycéens, entre autres. Il n'y a pas eu de 23 mars, point à la ligne. C'est le début d'un tout. La semaine dernière, le Parlement a voté des lois racistes, tout ceci me laisse penser que le comité doit continuer à vivre l'année prochaine ».

PCRML - PCML

Déclaration commune sur les élections européennes

LE Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste auraient présenté une liste commune à l'occasion des élections au Parlement européen du 10 juin 1979 si des conditions financières draconiennes ne les en n'avaient empêchés ; ils participent néanmoins à la bataille politique qui se mène à cette occasion.

Ils dénoncent les véritables responsables de la situation faite actuellement à la classe ouvrière et aux masses populaires dans tous les pays européens : chômage, licenciements, expulsion des travailleurs immigrés, baisse régulière du pouvoir d'achat, liquidation des petits paysans, répression des mouvements populaires. Ces responsables, ce sont les bourgeoisies monopolistes de chacun des pays qui réalisent l'Union européenne pour défendre leurs profits et privilèges.

L'Europe n'a pas apporté ces idéaux de progrès et de justice dont se réclament Veil, Chirac ou Mitterrand. Mais ce n'est pas l'Europe, en tant que telle, qui est responsable de la crise, des restructurations, de l'élimination des petits paysans, comme le prétend Marchais qui s'efforce de détourner ainsi les luttes des travailleurs de leur véritable cible. Le véritable responsable, c'est le capitalisme.

C'est pourquoi le PCRml et le PCML appellent à développer la lutte contre la bourgeoisie française elle-même, contre les restructurations et les licenciements, contre l'oppression des masses populaires, contre la liquidation accélérée de la petite production agricole. Ils œuvrent, dès aujourd'hui, à développer l'unité et la solidarité des classes ouvrières et des peuples d'Europe contre le capitalisme.

D'une manière indissociable, le PCML et le PCRml tiennent également compte des dangers de guerre que fait courir la rivalité acharnée de deux superpuissances, USA et URSS, pour le contrôle de l'Europe, de son potentiel économique et humain, de ses richesses et de sa technologie.

L'URSS, en particulier, multiplie ses préparatifs militaires, concentre des forces gigantesques en Europe de l'Est et sur les mers et prépare progressivement, par ses interventions de plus en plus fréquentes en Afrique, en Asie, les moyens d'encercler l'Europe, de verrouiller la route du pétrole et les principales voies d'approvisionnement en matières premières, afin de pouvoir, le moment venu, l'asphyxier et obtenir un avantage décisif sur son rival américain pour la domination mondiale.

Le PCRml et le PCML considèrent que le renforcement de l'unité des pays européens constitue, à l'heure actuelle, un facteur de retardement de la guerre mondiale, une entrave réelle aux menaces d'agression de l'URSS impérialiste et aussi aux manœuvres de l'impérialisme américain.

De Giscard à Mitterrand, en passant par Chirac, on entretient l'illusion d'une détente Est-Ouest que tous les faits démentent. Quant à Marchais, il ose proclamer que l'URSS de Brejnev est une force de paix, il développe une propagande porteuse de divisions entre les peuples et les pays européens, et fait ainsi le jeu des ambitions hégémonistes de l'URSS.

Le PCML et le PCRml appellent, au contraire, à ce que la construction européenne renforce son caractère de résistance unie aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances et œuvrent à construire l'unité des peuples européens dans la lutte de classe contre leur bourgeoisie respective et contre les deux superpuissances et à renforcer la solidarité avec le combat des pays et peuples du tiers monde.

Aucune des listes en présence le 10 juin ne répond aux véritables intérêts de classe du prolétariat, aussi le PCML et le PCRml ne leur accordent-ils aucune confiance et appellent-ils à voter blanc ou nul.

Le 5 juin 1979

ELECTIONS EUROPEENNES DU 10 JUIN 1979

Avec le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml)

JE VOTE

- Contre la politique de restructuration, de chômage, d'oppression et de répression des masses populaires ;
- Contre la liquidation accélérée des petits paysans ;
- Pour l'unité et la solidarité des luttes anticapitalistes des travailleurs européens ;
- Pour l'unité des pays européens, contre la politique d'hégémonie de l'URSS et des USA, contre les menaces de guerre soviétiques.

Mardi, la production d'acier de nouveau bloquée à la Solmer

Fox correspondant

JEUEDI dernier, la direction avait fait venir quelques gars pour démarrer le haut fourneau No 2. Ensuite, elle a mis les équipes de hauts fourneaux devant le fait accompli et le haut fourneau s'est donc progressivement remis en route. Mardi matin, la première coulée de fonte est arrivée à l'aciérie, les gars se sont mis en grève, la direction a fait transformer les deux premières coulées de fonte en acier par la maîtrise et des jaunes. Par la suite, les acieristes ont bloqué les voies amenant la fonte du haut fourneau à l'aciérie. La production d'acier est donc de nouveau bloquée et les sidérurgistes de la Solmer entendent continuer la lutte jusqu'à l'obtention de leurs revendications et la réintégration des trois licenciés.

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin

Liste de souscription

Total précédent	146 879,70 F
Supplément à rattachement quotidien plus bimensuel	
P.J.P. Grenoble	70 F
Mons en Barœul	60 F
Cédile Gilles Tautin du PCML Nantes	350 F
S.J. St Amand	500 F
Cédile P. Semard du PCML Le Mans	230 F
Cédile I. Marty du PCML Vitry	67 F
Supplément à rattachement bimensuel :	
B.P. Hésy Robinson	25 F
Anonyme	14 F
B.A. Lot Garonne	20 F
Cédile du PCML Corbeil-Essonne	351 F
Souscription local Paris	21.80 F
Souscription à librairie Paris	330 F
Travail à la vigne, deux camarades Lyon	156 F
Souscription 5 HR F J. Montpellier	300 F
E.J.C. HR restera quotidien Sarthe	35 F
Supplément à rattachement quotidien :	
H.M. St Jean Angely	10 F
Paris	60 F
Souscription L.A. Oise	1.000 F
Bour que vive HR, un camarade La Ciotat	100 F
Deux camarades 400 F plus 820 F Brest	1.220 F
A une table de vente HR Montpellier	6 F
A des réunions de sympathisants Montpellier	29,70 F
Un camarade après Dunkerque Montpellier	100 F
Supplément à un quotidien Montpellier	8,30 F
Nouveau total au 1er juin 1979	153 943,80 F

1923 : L'impérialisme français occupe la Ruhr

En France, à l'appel de « L'Humanité », les travailleurs exigent le retrait des troupes françaises

Pour l'UDF, l'Europe « c'est la chance de la France ». Pour le RPR, « la France est menacée il faut la défendre ». Pour le PC, c'est « Non à la politique d'abandon national » et si on en croit son analyse, la France sera bientôt la colonie des « revanchards » allemands. Bref, pour les uns, le coq montre ses ergots, pour les autres, il va y laisser des plumes. Tous ces cocoricos chauvins, peuvent conduire la classe ouvrière à se détourner de sa cible, sa propre bourgeoisie impérialiste. A cela, les ouvriers des différents pays d'Europe doivent répondre en s'unissant. Ils ont déjà su le faire dans le passé, comme en témoigne par exemple l'article ci-dessous paru dans l'Humanité le 6 avril 1934.

JANVIER 1923, nous sommes en pleine atmosphère de guerre. L'impérialisme français se heurte violemment à l'impérialisme allemand pour l'application du traité de Versailles qui prévoit le règlement de 130 milliards à titre de réparation. Le règlement des réparations pèse lourdement sur les épaules du prolétariat allemand et la révolution gronde en Allemagne.

C'est alors que l'impérialisme français se prépare à occuper la Ruhr. Il a deux buts : d'une part annexer ce bassin minier qui est d'une richesse prodigieuse et compléterait à merveille le bassin de minerai lorrain, d'autre part enlever au Parti communiste allemand un de ses bastions et préparer en cas de besoin une intervention armée contre la révolution allemande. Le parti communiste organise la résistance aux visées du gou-

vernement Poincaré, cependant que le PS, par son silence, se fait le complice de l'impérialisme français. Les 6 et 7 janvier se tient à Essen une grande conférence internationale où Marcel Cachin représente le PCF.

Comme à la veille de chaque mauvais coup, le gouvernement veut briser les organisations révolutionnaires du prolétariat. Le 10 janvier, les locaux de l'Humanité sont perquisitionnés et mis à sac. Marrane, Gourdeaux, Monmousseau, d'autres encore sont arrêtés. Le 11 janvier, Poincaré, fait envahir la Ruhr par 50 000 soldats. Tanks et mitrailleuses entrent à Essen.

L'Humanité mène une violente campagne contre cette politique impérialiste. Marcel Cachin est arrêté le 20 janvier. Dans la Ruhr, les grèves se développent. En Allemagne, le mouvement révolutionnaire monte et le gouvernement français

se prépare à une intervention armée contre le prolétariat allemand.

En France, à l'appel de l'Humanité, les travailleurs protestent contre l'occupation et exigent le rappel des troupes. 200 000 mineurs partent en grève dans les bassins de la Loire, du Pas-de-Calais, etc. Le parti communiste se livre à une propagande active dans l'armée de la Ruhr l'Humanité lance des appels directs aux soldats. Les soldats y répondent si bien que le 1er mars, des perquisitions sont opérées dans le 6e régiment et que le 11 mars, le gouvernement engage de nouvelles poursuites « pour atteintes au moral des troupes ».

L'occupation fait des victimes, le sang coule dans la Ruhr; sept ouvriers sont tués le 12 mars. Les généraux récidivent à Essen le 31 mars; treize morts. L'Humanité frappe de plus en plus fort contre l'occupation et le complot. Le 7 mai, sous la pression des ouvriers, la Haute Cour de justice se déclare incompétente et le gouvernement se voit contraint de libérer nos camarades.

Mais en Allemagne, le mouvement révolutionnaire gagne en profondeur; une grève de trois jours déferle sur tout le pays. L'Humanité multiplie ses appels aux ouvriers, aux soldats, contre l'intervention des troupes d'occupation et pour le soutien du prolétariat allemand. Appels entendus : les soldats de la Ruhr souscrivent pour les grévistes. Le 7 octobre, un cortège de 2 000 mineurs se rendant à Essen est salué par les patrouilles de soldats français. C'est la fraternisation qui s'opère à l'appel du parti communiste.

Le gouvernement Poincaré n'ose pas engager les troupes dans une intervention et se hâte de conclure en novembre l'accord de Dusseldorf qui doit mettre fin à l'occupation, cependant que les chefs social-démocrates trahissent honteusement la révolution.

Cette année 1923, est restée gravée dans les mémoires des ouvriers et des soldats... Elle fut en effet, la première grande bataille engagée par le parti communiste sur une base vraiment révolutionnaire. L'Humanité avait compris que l'ennemi était dans notre propre pays et porta ses coups contre l'impérialisme français.

« Nous communistes de France et d'Allemagne proclamons plus fort que jamais : « L'ennemi est dans notre propre pays »

L'éducation antichauvine et conforme aux intérêts de classe des ouvriers; le parti communiste la fit et l'organisa entre les deux guerres, et plus d'une fois, le peuple de France manifesta concrètement sa solidarité à la lutte antifasciste menée par les ouvriers d'Allemagne. Ainsi, par exemple, le 10 juin 1933, a lieu à Paris, une manifestation monstre de solidarité avec les prolétaires allemands. Voici comment l'Humanité de l'époque en rend compte :

« CHACUN sent que la lutte réelle, intransigeante, contre le fascisme, exige d'abord chez nous, dans ce Paris que l'on voudrait contaminer d'esprit cocardier et chauvin, un vaste élan d'internationalisme, de fraternité dans le combat des travailleurs de toutes races et nationalités. »

Dénonçant également les préparatifs de guerre des militaristes français et allemands, un manifeste commun des partis communistes français et allemand du 26 octobre 1932 déclarait : « Face à cette menace contre les ouvriers et les pay-

sans, nous, communistes de France et d'Allemagne, proclamons plus fort que jamais que notre mot d'ordre est la parole de Liebknecht : « L'ennemi est dans notre propre pays ».

Gabriel Péri déclarait aussi le 5 novembre 1932 : « La voie de la libération des prolétaires d'Allemagne, ce n'est pas celle des négociations clandestines pour le réarmement du Reich, c'est celle de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, contre le traité de Versailles. Dans cette lutte, les ouvriers d'Allemagne comptent au premier rang de leurs alliés, les prolétaires de France. Des aînés ne

peuvent rester passifs ou se contenter de vagues affirmations de solidarité. Il faut organiser notre lutte commune avec nos camarades d'Allemagne contre l'œuvre de Versailles ».

De même, le parti communiste devait impulser une vigoureuse campagne de solidarité avec Torgler, Dimitrov et Popov, torturés par les nazis et accusés de l'incendie du Reichstag en 1933. Pour essayer de sortir le grand dirigeant du Parti communiste allemand, Thaelmann, des griffes des assassins nazis, il multiplia les appels à la solidarité, les meetings, les manifestations.

Aujourd'hui, cette juste solidarité internationaliste entre les classes ouvrières des différents pays d'Europe, ce n'est plus contre le fascisme qu'il faut l'impulser mais bien pour lutter plus efficacement contre les conséquences des restructurations capitalistes qui entraînent pour les peuples européens une vie quotidienne toujours plus difficile.

7 août 1932, la CGTU :

« Des sections syndicales n'ont encore rien envoyé à la souscription en faveur des camarades belges. »

CONTRE les monopoles, pour qui l'Europe est un moyen d'accroître l'exploitation des travailleurs, il faut œuvrer à la solidarité concrète avec les ouvriers des autres pays européens en particulier.

C'est sans doute le meilleur moyen de combattre le chauvinisme et c'est une façon de renouer avec une très juste revendication du mouvement ouvrier, comme en témoigne ce communiqué du 7 octobre 1932 de la CGTU :

« Des syndicats, des sections syndicales n'ont encore rien envoyé à la souscription en faveur de nos camarades belges qui ont lutté courageusement pendant plus de dix semaines. Nous leur adressons un pressant appel pour qu'un effort de solidarité soit fait rapidement.

Bien que les mineurs trahis par les chefs réformistes aient repris le travail, il faut encore les aider, étant donné qu'ils ne toucheront pas leur paye de suite.

D'autre part, il y a encore des mineurs en lutte. Ceux de la fosse Soult (Compagnie de Thivencelle) sont en grève depuis trois semaines. Nous devons également les aider en les soutenant financièrement. Ce faisant, nous préparons en même temps la lutte des mineurs des autres régions.

Des grèves de mineurs vont certainement surgir à travers les bassins pour lutter contre les amendes et

les brimades. Il est donc nécessaire de continuer plus que jamais les souscriptions pour aider les grévistes ac-

tuels et constituer un fonds de lutte puissant pour permettre une aide immédiate aux futurs combattants ».

Le n° 19 de Prolétariat disponible
Cent pages pour comprendre l'Europe

Union européenne et travailles socialistes
ouvriers et paysans face à la C.E.C. — crise et restructurations — Europe tiers-monde
déclarer sur la guerre et la paix



Abonnez-vous 1 an : 52F
Soutien : 80F

Prolétariat BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP
2130 89 H Marseille.

Les soldats des colonies françaises

Dans ce vaste mouvement de fraternisation avec le prolétariat qui contraignit Poincaré à faire machine arrière, les soldats des colonies, enrôlés dans l'armée française, furent aussi au premier rang.

Ainsi un détachement de soldats des pays colonisés, Algériens pour la plupart, refusa de tirer sur une manifestation de travailleurs allemands. Le militant algérien, Mahmoud Ben Lekhal, fut condamné à dix ans d'emprisonnement par le conseil de guerre qui siégeait à Mayence. Poincaré, le président du conseil (le premier ministre de l'époque), avait fait arrêter cent trente cinq civils et militaires, dont trente sept furent inculpés d'atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat.

Digne de l'Inquisition

« On ne recule devant aucune illégalité, aucune brutalité pour arrêter ouvriers et soldats. On employa des moyens dignes de l'Inquisition pour leur arracher des aveux : certains d'entre eux furent odieusement battus, torturés sur une chaise électrique ».

Paru dans Paria de juillet 1924 (journal fait par des militants des pays colonisés. Ho Chi Minh et Abdel Kader, en particulier, y écrivirent des articles).

Organisé par le syndicat CFDT des métaux

Meeting de solidarité avec les sidérurgistes à Orléans

Orléans correspondant

Vendredi 18 mai, le syndicat CFDT des métaux d'Orléans organisait à la salle des fêtes de Saint-Jean de Broye (près d'Orléans), un meeting de soutien aux sidérurgistes du Nord et de Lorraine : une centaine de personnes s'y sont rendues. Des camarades de ces régions y étaient invités : un délégué CFDT d'Usinor-Denain, le secrétaire fédéral de la sidérurgie Lorraine CFDT ainsi qu'un représentant de la FGM.

Étaient également présents des responsables syndicaux CFDT de boîtes actuellement touchées par les restructurations dans notre région : Air-Equipement (Blois), CIT-Alcatel (Orléans).

La soirée a commencé par l'intervention d'une représentante du bureau du syndicat des métaux d'Orléans.

Son exposé démontra le soutien nécessaire et l'enjeu que représentait la lutte des sidérurgistes. Elle expliqua également les difficultés rencontrées à développer l'action dans notre région comme à Saint-Gobain.

« La situation du Nord et de la Lorraine pèse sur les travailleurs, tous les yeux sont tournés vers eux ».

Le camarade de la CIT-Alcatel intervient ensuite : « Giscard disait, il y a quatre ans, qu'il serait créé 5 000 emplois dans la téléphonie pour favoriser le développement du téléphone dans les foyers. Aujourd'hui, en fait de création d'emplois, avec le rempla-

cement de l'électromécanique par l'électronique, entre autres, ce sont quinze à vingt mille licenciements qui sont prévus d'ici 1980! ».

Et de conclure : « Est-il trop tard pour riposter? Non! Car les profits se font toujours davantage, il faut donc refuser ces licenciements ».

Le camarade d'Air-Equipement prend la relève. La grande partie de son intervention est centrée sur les propositions économiques à faire au patron mais rien ou presque sur la lutte engagée.

LES SIDÉRURGISTES DE DENAIN ET DE LONGWY ONT LA PAROLE

Vint le tour du camarade de Denain qui expliqua la lutte que menaient les sidérurgistes :

« Roissy fut le début de la violence des sidérur-

gistes, provoquée par les flics. Suite à l'attaque des CRS à Roissy, les sidérurgistes les ont fait reculer de trois kilomètres, il y a eu quarante deux blessés... quarante chez les CRS, deux chez nous! ».

D'une manière vivante, il raconta les « événements » de Denain : occupation, manifestations, violence provocatrice des CRS qui n'étaient pas là pour faire évacuer mais pour cogner, « casser » du sidérurgiste :

« Pendant l'attaque du commissariat, les CRS ont envoyé 5 000 grenades lacrymogènes, offensives, bombes au chlore; on a eu droit à tout leur éventail, on a pleuré au moins pour une centaine d'années! ».

Il conclut sur les suites de l'action à mener qui consistait en des opérations « coup de poing ».

Le camarade de Longwy prit ensuite la parole. Il commença son intervention par le contexte difficile dans lequel on se trouvait, qu'il fallait donc des actions qui sensibilisent l'opinion publique mais il fallait également arrêter la production pour bloquer le fric des patrons. Il finit par ces mots : « La solidarité financière est importante mais la meilleure solidarité, c'est d'engager la lutte partout, sur nos propres revendications ».

Le représentant de la FGM clôtura la première partie de la soirée.

Son intervention fut assez morne.

Son problème à lui, c'était de « réfléchir sur les moyens à mettre en avant pour s'en sortir ». La lutte? Non, mais constituer un dossier pour remettre en cause le plan de restructuration.

La lutte, les revendications, il en parlait en termes d'aspects sociaux. Mais sur les propositions de lutte, rien, absolument rien de concret.

UNE BONNE INITIATIVE

Après l'entracte, des questions furent posées sur le rôle de la violence, sur le fait que Chêrèque avait accepté le plan de restructuration, sur l'unité entre les différentes régions touchées, la suspension de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque.

Les réponses, dans l'ensemble, n'étaient pas satisfaisantes, loin de là!

Cette initiative du syndicat des métaux fut une bonne chose, même si tout ce qui a été dit ne reçoit pas toujours notre approbation mais le fait qu'un syndicat invite des sidérurgistes à venir expliquer leur lutte, leurs problèmes, est positif.

Cela permet dans une certaine mesure de populariser, de faire mieux connaître ce qui se passe dans le Nord et l'Est car l'isolement est la pire des choses quand on se bat depuis longtemps.

Correspondant Orléans

CULTUREL

Tenue à Vincennes d'un colloque montage-diapositives

ILS étaient venus d'un peu toutes les régions de France pour participer au colloque montage-diapositives qui se tenait à l'université Paris VIII de Vincennes. Le montage-diapos, on a tous l'impression de connaître. On a tous assisté à la projection de souvenirs de vacances chez des amis. C'est vrai que le montage-diapos apparaît plus simple que la vidéo, pas besoin d'avoir étudié le cinéma, il suffit d'un appareil photo, d'un appareil de projection et d'un magnétophone. Et pourtant, ce n'est pas si simple. Sur tout si l'on veut réaliser des montages qui portent sur la réalité sociale, politique et culturelle.

Des tas de problèmes se posent : avec qui faire le montage? Comment le faire pour qu'il soit efficace? Comment s'y prendre pour le diffuser très largement? Comment réaliser des copies de ce montage pour le diffuser?

Ces questions, chacun se les posait dans son coin. Aujourd'hui, ils étaient venus au colloque pour les résoudre ensemble, pour mettre leurs efforts en commun.

Deux après-midi de suite étaient consacrés à la projection des montages-diapositives. Depuis un montage sur l'amiante à un montage sur le Kam-puche, sur la marée noire, sur la lutte des petits paysans de la Manche pour un juste prix du lait, etc.

Outre les projections, deux commissions ont permis d'aborder le problème de la diffusion des montages-diapos, de leur réalisation. Lundi, un forum portait sur la spécificité du montage diapositives par rapport aux autres formes audiovisuelles (super 8, vidéo, etc.).

Comment diffuser les films diapositives pour le plus grand nombre? Faut-il des montages sophistiqués (fondus, enchaînés, etc.) ou bien des monta-

ges simples, utilisables par n'importe qui, dans des locaux sans installation particulière?

On citait l'exemple du montage sur la lutte des travailleurs des foyers Sonacotra. Il a été projeté un peu partout avec pour seul écran un drap tendu. De conception très simple, il a permis de faire démarquer la grève dans certains foyers. Bien souvent, un matériel trop lourd est une entrave à une large diffusion.

Comment contrôler la diffusion des montages diapos? Comment s'opposer à l'obligation du dépôt légal qui équivaut à un véritable contrôle policier sur les montages diapositives? Les réalisateurs du montage sur l'amiante citaient le cas d'un acheteur suspect qui proposait de l'acquiescer et qui s'est avéré être un PDG de l'amiante.

Tous les participants ressentent la nécessité de regrouper les efforts au niveau national pour diffuser largement leurs montages diapositives. Il a été envisagé de réaliser un catalogue national qui recense le maximum de montages audiovisuels.

De plus en plus répandu, le montage diapositives est très utilisé dans tous les domaines : culturel, information, pédagogie. Mieux qu'un discours, même qu'un livre, il frappe par la force des images.

Ce colloque a prouvé qu'il pouvait être un instrument idéal pour donner la parole à tous ceux qui sont exclus des grands moyens de communication, pour dire tout ce qu'on cache à la télévision, pour parler des luttes.

Léon CLADEL

* Ce colloque était organisé par le centre de recherche de l'université Paris VIII et par plusieurs groupes appartenant au MAI (Mouvement audiovisuel d'intervention : Image du peuple, l'ARFA et Heure exquise).



La région du Loiret n'échappe pas à la politique de restructuration et de licenciements

Une réunion de travailleurs à l'appel de la section corse du PCML

Une réponse à un besoin de se rencontrer

L'INITIATIVE de la section corse du PCML a eu lieu une réunion de travailleurs de diverses entreprises : trois imprimeries (Grandval, Siciliano, Papecor); des marins-pêcheurs d'Ajaccio, des travailleurs du parc régional, de l'hôpital psychiatrique Castelluccio et une travailleuse en contrat-formation. Les travailleurs présents ont souligné leurs difficultés dans leurs luttes, ont abordé la question du syndicat, etc. Les marins-pêcheurs corses sont particulièrement opprimés dans leur travail et ne bénéficient pas des mêmes avantages que ceux

du continent. Dans le livre, les travailleurs ont été très surpris par l'attitude d'un patron nationaliste qui est venu piquer le boulot au patron de l'imprimerie Grandval alors que les travailleurs occupaient leur boîte.

Un travailleur de chez Siciliano a fait remarquer que les travailleurs du secteur privé étaient particulièrement mal considérés : « Nous sommes les plus mal aimés, je travaille depuis 1938, je gagne 3 000 F. Si je travaillais à Paris, je gagnerais le double. Les enfants d'ouvriers n'ont plus envie d'être ouvrier parce qu'ils voient la gêne. Per-

sonne n'est tenté par la condition d'ouvrier. Ça paye mieux d'être flic ».

On a parlé aussi des perspectives. Le marin-pêcheur a dit à ce sujet : « Il faudra que les travailleurs et ceux qui luttent pour le mouvement national se coordonnent ».

La réunion s'est terminée en parlant de la lutte des marins-pêcheurs qui connaît des difficultés.

L'initiative du parti a été jugée intéressante par les participants. Car il existe un besoin réel de se rencontrer, de se coordonner, de coordonner les expériences et de s'encourager pour la lutte.



GIEN (LOIRET)

Rassemblement et grève d'enseignants contre la répression

Correspondance.

CENT à deux cents enseignants, pour la plupart membres du SGEN-CFDT, venant des six départements de l'académie Orléans-Tours, ont organisé une manifestation de plus d'une heure, le jeudi 31 mai à Gien dans le Loiret.

Ils protestaient contre les menaces de graves sanctions qui pèsent sur quatre professeurs de Gien. Le ministre de l'éducation leur reproche d'avoir refusé une inspection. En fait, ces enseignants étaient parfaitement dans leur droit puisque leur section syndicale avait déposé un préavis de grève.

Ils envisageaient cette grève depuis de longs mois déjà, car ils n'ont jamais reçu de réponse à une lettre qu'ils avaient envoyée à tous les inspecteurs. Dans cette lettre, ils dressaient une liste de revendications concernant l'esprit et les modalités des inspections.

Après un pique-nique devant un lycée de la ville, les grévistes se sont réunis dans une salle pour discuter de la suite à donner à leur lutte. Soixante titulaires se sont engagés à refuser toute inspection tant que les menaces de sanction continueront à peser sur nos camarades.

Il s'agit là d'une action antirépression mais ne remettant pas en cause radicalement et fondamentalement l'inspection. Une majorité a en effet estimé que le courant « anti-inspection » au sein des collègues n'est pas assez puissant, ni assez unifié sur des bases claires. Il convient de souligner que la lutte et le débat « anti-inspection » existent ailleurs (Midi, Seine-et-Marne).

Un instituteur du Loiret

AIX-EN-PROVENCE

Grève à l'hôpital psychiatrique de Montperrin

Une infirmière marxiste-léniniste

A LA suite d'une note de service du directeur, applicable le 1er juillet, modifiant les horaires du personnel infirmier, suppression de certains horaires, roulement obligatoires matin/après-midi, le personnel médical de l'hôpital psychiatrique de Montperrin est en grève reconductible depuis le 30 mai.

Ces modifications d'horaire vont aggraver les conditions de travail déjà difficiles des infirmiers sans régler les véritables problèmes dus à un manque d'effectifs.

D'après les médecins, il manque soixante-douze infirmiers sans compter les départs à la retraite et les longues maladies non remplacées.

La grève se fait dans l'unité des trois syndicats CGT, CFDT et FO... Le 31, les notes de service refusées sont portées au directeur avec quatre-cents signatures, soit la quasi-totalité du personnel infirmier. Il est évident que derrière un changement d'horaire ce sont tous les avantages durement acquis par les luttes antérieures qui sont remis en question.

L'étape suivante sera le retour aux cinq jours de travail consécutifs au lieu de quatre, le roulement de nuit au pavillon... (suivant les « besoins du service »). Ce qui signifie en clair la gestion de la pénurie des effectifs. Il faudrait embaucher du personnel. Mais pour Mme Veil, la « santé » doit faire des économies.

REIMS

Victoire à la CFCE

Correspondant avec un travailleur syndiqué CGT

LE 23 avril, les travailleurs de la Compagnie française des conduites d'eau de Reims se sont mis en grève pour s'opposer aux licenciements prévus depuis octobre 1978, aux mutations et pour la réintégration d'un délégué du personnel.

Après quinze jours de grève, la direction annule le projet de licenciements et les mutations. Toutefois, la grève continue pour la réintégration du camarade touché par une sanction unilatérale.

Le 16 mai, les travailleurs décidaient de reprendre le boulot mais ils se réservaient le droit de grève sous d'autres formes de luttes (grève du zèle). A la suite de cela, le 23 mai, le patron devait céder et le camarade put reprendre le boulot le lundi suivant.

La victoire qu'ont remportée les travailleurs de la CFCE montre que c'est unis, Français et immigrés, syndiqués et non-syndiqués, que l'on peut faire reculer et céder le patron et que la solidarité de la classe ouvrière tout entière est nécessaire, solidarité manifestée notamment pour les gars de la CFCE lors du rassemblement à Fameck le 13 mai.

MILLAU (AVEYRON)

Manucentre toujours occupée

Correspondant

LES trente-quatre ouvrières de Manucentre à Millau continuent d'occuper leur usine depuis le 20 avril 1979 contre un licenciement collectif. Pour cela, elles travaillent durant la journée dans l'usine et fabriquent des casquettes militantes. Il y est imprimé : *Larzac-Manucentre ou CFDT*, ainsi que des petits drapeaux où il est écrit : « Solidarité avec les travailleuses de Manucentre ».

La vente de ce matériel leur sert à alimenter la caisse et à vivre. Pour la nuit, elles se relayent entre elles pour garder la boîte et ce n'est pas de tout repos car dernièrement, des provocations ont eu lieu en pleine nuit. Des gars masqués sont arrivés au point mort devant l'usine et ont provoqué pour faire sortir les filles.

Pendant leur longue occupation, elles organisent des soirées : films sur le Larzac, contacts avec d'autres entreprises, soirées avec des amis, chants, etc.

Pour les soutenir, vous pouvez passer vos commandes de casquettes militantes (15 F en rouge, bleu, de toutes les tailles), petits drapeaux (10 F), affiches « Solidarité avec les travailleuses de Manucentre » (10 F). Ecrire à : Manucentre, rue Laboisier zone industrielle - 12100 Millau.

MARSEILLE

Action contre la loi raciste

Communiqué du Collectif contre le projet de loi raciste

MARSEILLE, le 2 juin, malgré le déploiement du dispositif policier dans le hall et autour de l'aéroport de Marignane une centaine de manifestants se sont regroupés autour de banderoles. Ils ont distribué des tracts, lancé des mots d'ordre contre les expulsions, contre les lois racistes provoquant l'attention et l'attoulement de nombreuses personnes présentes dans le hall et ce, sans incidents.

L'aéroport de Marignane est un lieu connu pour le nombre d'expulsions, de refoulements que l'administration

et la police effectuent chaque jour et ce, en commençant par appliquer la loi Bonnet avant même qu'elle ait été votée au Parlement. Ce rassemblement est une étape et un encouragement à continuer la lutte contre les lois racistes, la politique d'expulsion et de répression.

Après de nombreuses prises de position et actions, en particulier la manifestation devant l'Assemblée nationale, la mobilisation continue notamment pour le succès du meeting du 15 juin à Marseille.

Correspondant HR au Collectif

Houillères du Nord et du Pas-de-Calais

La mine continue à tuer : 2 morts en un mois

De notre correspondant du Nord,

DECIDEMENT, non, ce n'est pas une légende, la mine continue à tuer. Durant le mois écoulé, deux travailleurs ont ainsi été sacrifiés par la logique capitaliste qui fait passer le profit avant la vie des ouvriers. Le 18 mai dernier, au début du poste de l'après-midi, fosse 4 de Lens, un ouvrier marocain de trente-trois ans, Majid Moulay Abda, a eu la tête coincée entre deux chapeaux de soutènement. Il a été tué sur le coup.

Le 30 mai, un nouvel accident mortel s'est produit à la fosse 9 de Oignies cette fois-ci. Marcel Lefrançois, conducteur d'engins, a été écrasé contre la paroi d'un wagonnet. Agé de vingt-cinq ans, ce travailleur laisse une femme et un enfant.

RD

Provocations policières à la feria de Nîmes

Gard correspondant,

LA feria de Nîmes, c'est comme les fêtes de Pampelune, beaucoup de monde, de touristes, de corrida et d'animation, une fête populaire malgré tout. Bien sûr, la bourgeoisie s'inquiète quand les masses sont rassemblées, aussi comme à l'habitude les forces de l'ordre investissent les écoles et bâtiments publics et attendent patiemment entre deux bières le moment d'intervenir. Les petits bals populaires sont surveillés par des flics et des chiens policiers.

Samedi, il est deux heures du matin, près des arènes, la foule est rassemblée autour de la fanfare bolchévick, la police arrive et ordonne le silence... Les gens continuent à danser. Quelques accrochages ont lieu avec les flics. Les renforts ne se font pas attendre.

Un quart d'heure plus tard, en ligne, matraque au poing, des grenades lacrymogènes à tir tendu : ces messieurs font le ménage ; les ratonnades se poursuivent largement après trois heures du matin. Impossible pour le moment de faire le bilan des blessés.

Dans cette fête à caractère capitaliste la consommation est la règle absolue et, entre autres, l'on pousse les jeunes à boire le plus d'alcool possible. Quant aux conséquences que cela peut avoir, la police est là pour s'en occuper.

La municipalité PCF participe pleinement à l'organisation de la feria, et le « camarade » Ricard y fait de fructueuses affaires.

Les incidents de la nuit de dimanche à lundi de Pentecôte seront relatés le lendemain sans doute, dans les gazettes locales, comme des affrontements entre braves policiers et méchants trouble-fête et autonomes associés...

Il sera intéressant de noter l'attitude de la municipalité lors des procès en flagrant délit. Affaire à suivre.

RIVE-DE-GIER

Journée de solidarité avec les sidérurgistes et les travailleurs de la Loire en lutte contre les licenciements.

Le samedi 9 juin à partir de 14 heures. Organisée par le PCML.

AU PROGRAMME DE LA JOURNÉE :

Le matin : Possibilité de rencontre avec la population de Rive-de-Gier.

L'après-midi : A partir de 14 heures au Jardin des plantes : - Interventions de délégations d'entreprises sur la lutte contre les licenciements et pour la solidarité ; intervention d'un membre du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste ; discussions autour de forums ; stands d'entreprises. Projections vidéo. Discussion avec des journalistes de l'Humanité rouge. Information et vente de livres au stand-librairie, principalement consacré à la vie et aux luttes de la classe ouvrière et plusieurs moments culturels : théâtre, chants, films... avec Iznagaen.

Déjà, des travailleurs de différentes entreprises nous ont annoncé leur participation :

Des sidérurgistes de Lorraine, des travailleurs de Creusot-Loire, de Thomson-Sesocem (Grenoble), Raymond-Bouton (Grenoble), Ronis (Lyon), PTT (Lyon), hôpital (Grenoble), Caravelair (Tournon), Berliet (Bouthéon), Michelin (Clermont-Ferrand), etc.

MARSEILLE

Soirée antiraciste.

Le vendredi 15 juin à partir de 18 heures. Contre les projets de lois contre les immigrés à l'appel de Chrétiens pour le socialisme, Association France-Algérie (Provence-Côte d'Azur), UD-CFDT, Fédération des centres sociaux, Collectif soutien anti-expulsions (Salon et Martigues), Mission populaire « La Fraternité », Fédération départementale Léo Lagrange, Rencontres et Recherches, Ligue des Droits de l'homme, Confédération syndicale des familles, Librairie des femmes, CLFI, CIMADE, MRAP, SOS Refoulement, ASTI, CODIF, SAF, ADRAFOM, Collectif des justiciables, CLAP, Culture et liberté.

Le PCML appelle ses militants et ses sympathisants à faire de ce rassemblement un succès.

MARSEILLE

Six heures pour l'avortement et la contraception : « Un enfant si je veux, quand je veux ».

Le samedi 16 juin de 13 à 19 heures, à la Faculté Saint-Charles, Forum-débat, musique, garderie. Organisé par le collectif unitaire avec entre autres : le planning familial, la confédération syndicale des familles, l'UD-CFDT, l'UDFO, SOS-Femmes battues, etc.

9 - 10 JUIN

Diffusons massivement le bimensuel

A l'heure actuelle la souscription bat son plein. Un premier succès a été atteint lors du premier rendez-vous du 3 juin avec 24 000 F. Et la bataille continue pour les 40 millions fin juin. Mais en même temps, si nous voulons nous dégager à plus long terme de nos énormes difficultés, nous devons augmenter sensiblement la vente du bimensuel.

D'ailleurs le comité de rédaction a entrepris une réforme de son contenu pour qu'il puisse être diffusé très largement.

Pour cela, nous proposons que tous les camarades, tous les lecteurs décident et organisent des ventes du bimensuel, au porte à porte, sur les marchés, dans les entreprises, en le proposant aux camarades de travail ou en le vendant aux portes des boîtes. Prendre toutes les initiatives, être à l'offensive pour faire connaître le bimensuel. Faire des groupes de diffuseurs, conduits par les camarades les plus offensifs y compris les cadres. Tout cela peut donner d'excellents résultats à condition de se lancer dans cette bataille.

Emile REBIERE

RECTIFICATIF

A propos de la grève au centralisateur de Brest (H.R. No 1102 daté du 31 mai). Contrairement à ce qu'indiquait le titre, la direction n'a pas cédé sur les revendications de fond, à savoir : l'autonomie du tri par rapport au service général, mais uniquement et partiellement sur la question des effectifs : 11 unités sur 18 demandées. D'autre part, il s'agit d'une recette principale et non municipale comme c'était écrit par erreur.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris Cédex 19.

Nom Prénom
Profession
Entreprise
Adresse complète

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouane
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

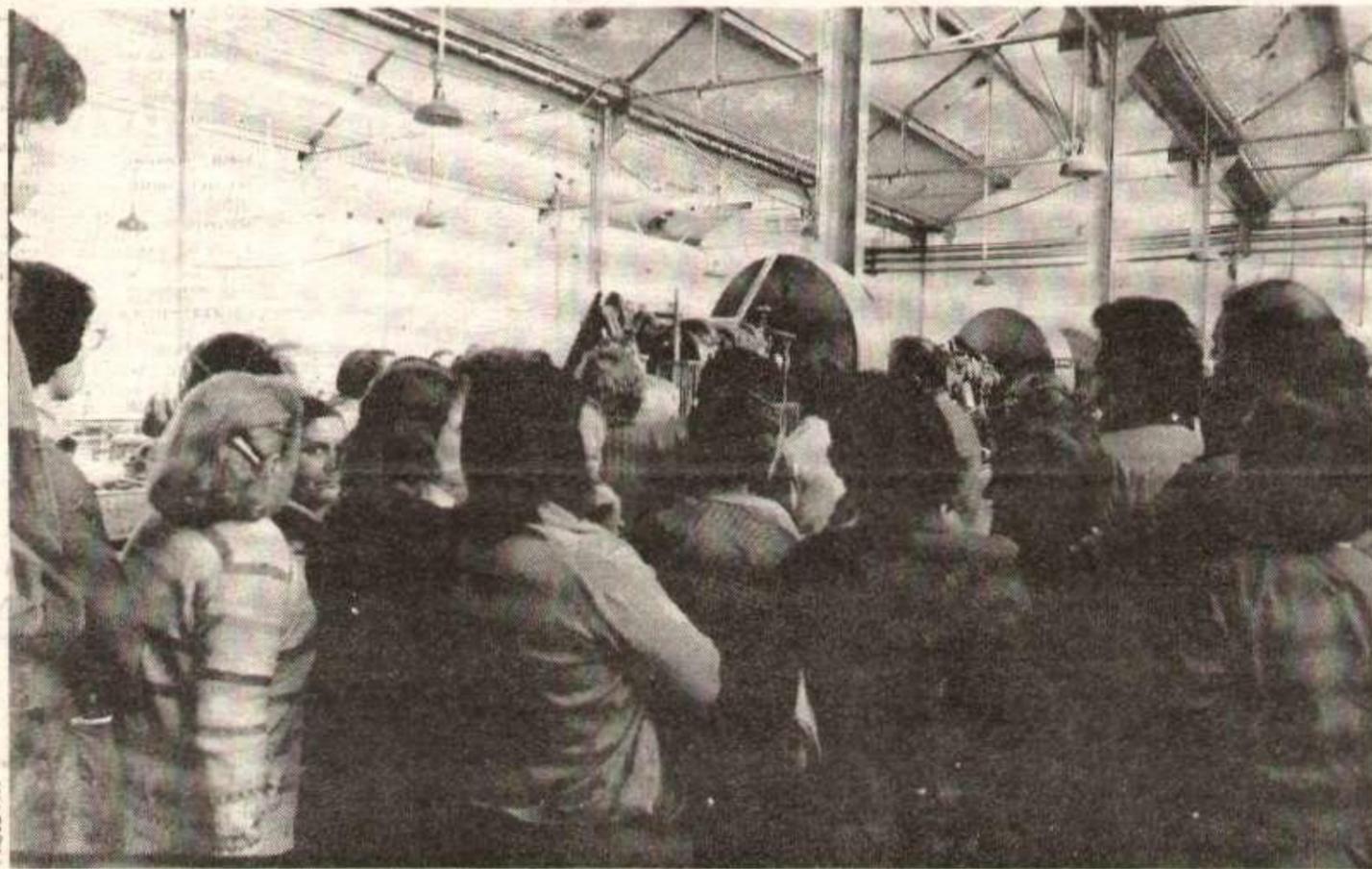


Photo HR

Guillouard (Nantes). Suite à l'accident qui a coûté la main à une ouvrière, les ouvriers se mettent en grève et occupent l'usine. Lors d'une journée portes ouvertes, les travailleurs nantais visitent l'usine.

GUILLOUARD (NANTES)

Les suites de la grève des mains coupées

Mise à pied de deux militants syndicaux, mise à pied indéterminée et procédure de licenciement à l'encontre de 2 militants responsables CGT et CFDT

INTERVIEW DE NOTRE CAMARADE JEANNETTE PELLETIER, MILITANTE SYNDICALE CFDT DE CHEZ GUILLOUARD, SANCTIONNÉE

NOS lecteurs savent qu'après la grève des mains coupées à Guillouard (Nantes), la direction a pris de lourdes sanctions. Mise à pied pour deux militants syndicaux et surtout mise à pied indéterminée et procédure de licenciement à l'encontre de deux militants responsables CGT et CFDT. Nous avons interrogé l'un d'entre eux, notre camarade Jeannette Pelletier.

HR : Comment expliqués-tu, tout de suite après l'accident de Patricia, l'ampleur de la riposte ouvrière ?

Jeannette PELLETIER : Cet « accident » a cristallisé la colère des travailleurs, c'est la deuxième main broyée en dix mois. La responsabilité patronale est éclatante. Plus ça va, moins on répare les machines. On travaille sur du mauvais matériel, les pièces sont souvent à jeter et plus longues à réparer qu'à fabriquer. Par dessus le marché, on se fait engueuler pour le rendement. Dans ces conditions, le salaire au boni (250 F de primes sur un salaire de 2 000 F) devient de plus en plus insupportable et accroît les risques d'accident. La plupart des presses n'ont pas la sécurité. La participation à la grève a été de 100 %.

A la suite de l'accident, les 2 revendications

HR : Quelles étaient les revendications ?

J.P. : Ça fait des années que les sections CGT et CFDT ont demandé la suppression du boni, son intégration dans le salaire. Sans succès. Les travailleurs n'y croyaient pas vraiment ! Par la suite, les syndicalistes n'ont pas abandonné la question. Mais ils l'ont prise par l'autre bout : la contestation de la norme à réaliser : des succès partiels ont été enregistrés. Cela a préparé le terrain.

Une demi-heure après l'accident, les travailleurs définissent deux revendications. L'ancienne,

sur l'intégration du boni, une nouvelle leur paraît évidente : des conseils d'ateliers sous la responsabilité exclusive des syndicats et regroupant tous les ouvriers sur le temps de travail.

HR : Vous avez repris le 23 mai, qu'avez-vous obtenu ?

J.P. : Rien. Le patron et l'administration provisoire (la boîte est en règlement judiciaire depuis deux ans) ont tout refusé après avoir laissé de l'espoir au début, pour un vilain calcul...

HR : Pourquoi cette absence de résultat alors que la grève a été suivie à 100 % ?

J.P. : La lutte a atteint un sommet le deuxième jour, quand la direction est venue se faire huer dans les ateliers. Cependant, l'unité construite lors de cette grève est récente.

Les travailleurs n'ont pas expérimenté son efficacité auparavant. Les syndicats ne pouvaient pas se permettre de laisser un tel mouvement s'effiloche. Si les patrons ne lâchaient rapidement, il n'y avait guère de perspective à passer à un rapport de force supérieur dans le cadre de l'entreprise. D'où la reprise du 23, sans résultat.

L'esprit de boutique balayé

HR : Tu parles de l'unité construite, peux-tu approfondir cette question ? Quelle était en particulier la situation syndicale dans l'entreprise ?

J.P. : Chez Guillouard, les grèves, quand elles concernent l'entreprise, entraînent beaucoup de monde. Il y a peu de divisions sectorielles, presque tout le monde est mal payé. Par contre, au niveau syndical, il y a des problèmes. Avant cette grève et au cours des luttes précédentes, des conflits ont surgi entre CGT et CFDT. Au point qu'à Nantes, Guillouard paraissait un peu exemplaire de la division syndicale. J'ajoute malgré tout que dans les relations quotidiennes entre ouvriers délégués, les

rapports n'étaient pas mauvais. En tout cas, dans cette grève, le front syndical s'est maintenu pour la première fois jusqu'à la fin. L'esprit de boutique a été balayé.

Les patrons veulent frapper fort

HR : Pourquoi le patron a-t-il pris des sanctions aussi lourdes ?

J.P. : Je crois que les patrons ont senti passer le vent du boulet. Jamais les travailleurs n'ont été aussi pressants quant à la suppression du sacro-saint boni. Jamais, il n'ont paru aussi déterminés et jamais l'unité syndicale n'a été aussi forte. Les patrons veulent maintenant frapper un grand coup, décapitant les syndicats. Ils prennent des risques, mais ils croient que c'est leur intérêt.

Il est probable que l'UIMM, le syndicat patronal, est derrière cette véritable provocation vis-à-vis de l'opinion publique car mutiler une travailleuse — avec responsabilité entière reconnue par l'inspection du travail — et ensuite frapper les syndicats qui ont agi pour que cela ne puisse se reproduire, c'est énorme ! Si le patronat peut faire ça, que ne peut-il faire !

Mais le contexte sur le plan national paraît favorable au gouvernement et au patronat et ils veulent pousser leurs billes le plus loin possible contre le droit au travail, le droit syndical et toutes les libertés. Ne serait-ce qu'à Nantes, pas de boîte où il n'y ait des problèmes : création de sections FO patronales, amendes contre les sections CGT-CFDT, menaces contre des militants. C'est le cas à la BLM, à Dubigeon, à la SNIAS et ailleurs... Aux ACB à Vertou, la lutte avait permis la levée des sanctions contre les travailleurs mais la direction, inspirée, semble-t-il par l'échelon supérieur, est revenue sur sa décision et a remis les sanctions !

Préparer les luttes à venir

HR : Que va-t-il se passer maintenant ?

J.P. : Pour le moment, les travailleurs de Guillouard débattent une heure chaque jour. Ils ont fait une collecte pour le camarade Leclair, de la CGT et moi-même. Le 1er juin, il y a eu une heure de débrayage avec informations dans la métallurgie. Pas mal de travailleurs ont trouvé ça insuffisant. Jeudi 7, le jour du comité d'entreprise sur les licenciements, il y a une manifestation de tous les métallos nantais qui se rendront devant l'usine. Ça peut être une étape dans la création d'un rapport de force. On va voir. Beaucoup de militants ouvriers à Nantes sont conscients de l'enjeu de la bataille. Ils sentent bien que l'unité de la classe ouvrière, la solidarité de la classe ouvrière, ça ne peut pas être éternellement une simple formule, des mots dans un discours ; ça doit se concrétiser en un puissant mouvement de lutte, sous l'impulsion des structures syndicales dont la responsabilité est importante.

Ici, dans la région de Nantes-Saint-Nazaire, chacun sait que les plans de restructuration de la navale, de la téléphonie, la crise du bâtiment, etc. vont apporter prochainement de nouveaux cortèges de licenciements. Je dis que rassembler les forces des travailleurs pour imposer l'annulation des licenciements des responsables syndicaux de Guillouard, gagner cette bataille-là, c'est aussi préparer les luttes à venir et se mettre en meilleure position.